

## Dépêche AEF : La gestion des cas de Covid dans les établissements est "une des faiblesses du dispositif" (Philippe Vincent, SNPDEN)

9-11 minutes

---

Il n'y a pas eu "de difficultés particulières d'organisation" et la rentrée s'est "plutôt bien passée", estime Philippe Vincent, secrétaire général du SNPDEN-Unsa, dans une interview à AEF info le 2 septembre 2020. Le port du masque "semble accepté", assure-t-il. En outre, il se satisfait que le protocole en vigueur laisse une "marge de manœuvre" aux établissements car "nous avons toujours considéré que les mesures les plus contraignantes rendaient impossible l'accueil de tous les élèves". En revanche, il y a "encore des interrogations, concernant notamment l'EPS ou le fonctionnement des chorales". De plus, Philippe Vincent note une "inquiétude des collègues" sur la procédure à suivre lorsqu'un cas de Covid-19 est détecté : "C'est une des faiblesses du dispositif". Il "craint" par ailleurs que la communication ministérielle "soit encore un point de crispation cette année".





Philippe Vincent, SG du SNPDEN Droits réservés - DR

**AEF info : Comment la rentrée s'est-elle passée dans les collèges et lycées ?**

**Philippe Vincent** : Plutôt bien d'une manière générale, selon les retours que nous avons. Il n'y a pas de soucis particuliers de gestion, même s'il y a pu avoir ici ou là quelques points noirs. Les élèves et les personnels avaient envie de reprendre et apprécient de se retrouver.

**AEF info : Comment les personnels de direction se sont-ils emparés du nouveau protocole ?**

**Philippe Vincent** : Les collègues sont dans l'adaptation plus souple de mesures qu'ils avaient déjà prises ou anticipées (distribution de masques, dispositions permettant la mise en place des gestes barrières, aménagement de locaux, protocoles internes validés en CA...), il n'y a pas eu pas de difficultés particulières d'organisation préalable. En termes logistiques, la fin du printemps et l'été avaient permis de s'équiper ou de recevoir des équipements des collectivités territoriales. Concernant le port du masque, il semble accepté par les élèves et les enseignants.

**AEF info : Quelle analyse du protocole faites-vous, alors que des syndicats enseignants critiquent sa "légèreté" ([lire sur AEF info](#)) ?**

**Philippe Vincent** : Nous avons toujours considéré que les mesures les plus contraignantes, notamment sur la distance physique ou le non-brassage des élèves, rendaient de fait impossible l'accueil de tous les élèves. Actuellement, nous n'avons donc guère mieux que les mesures barrières, et le port du masque est sans doute la mesure la plus acceptée.

Certains demandaient effectivement des fiches plus précises : on peut toujours faire mieux mais j'ai quelques réticences à penser qu'un service du ministère, rue de Grenelle, soit en capacité de dire précisément ce qu'il faut faire en détail dans les 7 800 EPLE du public. Il y a tellement de possibilités locales que cela rend compliqué l'instauration de normes nationales : il y a des situations

très différentes selon les zones, les configurations, le nombre de mètres carrés... Il y a le besoin d'une marge de manœuvre, même s'il faut un cadre de référence. Un texte, même bien fait, aura toujours des angles morts par rapport à telle ou telle situation.

En revanche, nous avons encore des interrogations, concernant notamment l'EPS ou le fonctionnement des chorales, sur les distances entre élèves, le port du masque, la désinfection des matériels par exemple.

**AEF info : Estimez-vous, comme cela a pu être le cas l'an dernier, avoir reçu tardivement ces consignes sanitaires ?**

**Philippe Vincent :** Oui, les collègues auraient aimé les avoir plus tôt. Nous sommes conscients qu'il y a tout un circuit de concertations et de décisions interministérielles, et nous ne sommes pas sûrs que l'Éducation nationale ait la dernière voix, mais les collègues demandent d'avoir les consignes le plus tôt possible pour s'organiser et communiquer.

**AEF info : Avez-vous les clefs pour réagir à tout type de situations, notamment si un élève ou un personnel est atteint de la Covid-19 ?**

**Philippe Vincent :** Ce point est un peu l'inquiétude des collègues car les délais et les détails posent problème, notamment concernant la chaîne de décision. Il nous manque par exemple le détail de la procédure au niveau des cas contacts : jusqu'où va-t-on chercher les cas contacts, et que fait-on dans l'attente de la tombée des résultats de test : devons-nous prendre des mesures ou continuer l'activité ? Nous souhaitons une procédure claire et, dans l'idéal, un interlocuteur unique. C'est une des faiblesses du dispositif.

**AEF info : Les établissements doivent fournir des masques aux élèves qui n'en ont pas, du gel, etc. Ont-ils les moyens de financer ces coûts inhabituels ?**

**Philippe Vincent :** Ce n'est pas vraiment un problème. Nous avons d'abord pu étaler les dépenses entre le printemps et aujourd'hui. Aussi, les collectivités ont abondé, soit par des dotations spécifiques en masques, soit par des financements particuliers. En outre, les EPLE ont aussi fait des économies sur le fonctionnement général au printemps, notamment sur les fluides (eau, gaz,

électricité). Les établissements ne sont donc généralement pas en tension de trésorerie.

**AEF info : Le ministère assure que les établissements disposeront de moyens suffisants pour mettre en place davantage d'aide personnalisée et des heures supplémentaires notamment, afin d'aider les élèves en difficultés. Disposez-vous de ces moyens ?**

**Philippe Vincent :** Globalement, nous les avons reçus ou, si ce n'est pas le cas, c'est en raison d'un problème administratif. En revanche, nous restons dubitatifs sur l'évaluation du niveau général des élèves car cela paraît lourd et peu performant. Il vaut mieux faire confiance aux équipes pédagogiques, d'autant que des lacunes n'apparaîtront peut-être pas tout de suite mais dans un ou deux mois. Il s'agira alors d'avoir aussi à ce moment-là les moyens pour répondre à ces difficultés.

**AEF info : Les moyens humains seront-ils également suffisants ?**

**Philippe Vincent :** Les rectorats semblent faire face, lors de cette rentrée, mais c'est dans la durée qu'il peut y avoir des problèmes. Si les cas vont croissant, je crains que les réserves faites ne tiennent pas. C'est un risque que l'on vit traditionnellement au milieu de l'hiver. Il pourrait y avoir un point de tension quand des personnels se révéleront malades et qu'il faudra remplacer.

**AEF info : Globalement, quel est l'état d'esprit des chefs d'établissement en cette rentrée ?**

**Philippe Vincent :** Il est très partagé. Il y a à la fois l'envie de reprendre, de retrouver un fonctionnement normal des établissements, de retrouver ses personnels et ses élèves, et en même temps un questionnement sur les responsabilités et une certaine sensibilité du fait que notre communication est à chaque fois soupesée. Les collègues ont besoin d'être accompagnés pour ne pas se sentir fragilisés quand ils engagent leur responsabilité.

Par ailleurs, il y a aussi une grande vigilance : nous voyons que rien n'est assuré, qu'une situation peut vite se dégrader et les collègues vivent cela avec une pointe d'anxiété face aux futurs événements éventuels.

**AEF info : Une des critiques faites notamment par votre**

**syndicat, l'an dernier, portait sur la communication du ministère, davantage portée vers le grand public que vers les personnels. Percevez-vous une amélioration de ce point de vue là, en ce début d'année ?**

**Philippe Vincent :** Je crains que nous ayons encore le débat sur la communication du ministère cette année. Le ministre reconnaît que cela a pu nous mettre en difficulté mais, en même temps, il ne semble pas bien voir comment il pourrait faire autrement. On lui a redit que cela mettait les collègues en tension, que c'était mal perçu et que, a minima, une anticipation, même très légère, serait mieux vécue que d'apprendre les annonces sur une chaîne de télévision. Je crains que cela soit encore un point de crispation, car ce n'est pas loin d'être en tête de liste de ce qui énerve le plus des collègues.

**Un "souci de ressources humaines" avec La réforme du lycée**

La réforme du lycée général et technologique se met pleinement en œuvre en cette rentrée, puisque les classes de première et de terminale suivent désormais des enseignements de spécialités. Selon Philippe Vincent, "les fondamentaux sont assurés mais la gestion des spécialités en terminale, ajoutée à celles de premières, a fait peser des contraintes encore plus lourdes sur les réalisations d'emplois du temps, et les marges de manœuvre sont beaucoup plus réduites. Il y a moins de souplesse et peu de capacité à faire bouger les choses : les emplois du temps sont impossibles à retoucher".

En outre, si les moyens pour la mise en œuvre "sont globalement suffisants" selon le secrétaire général du SNPDEN, "le fait que les élèves aient abandonné en masse certaines spécialités est plus compliqué : nous avons dès lors besoin d'ouvrir plus de spécialités conservées. C'est ici un souci de ressources humaines, à la fois pour trouver les enseignants suffisants pour les spécialités conservées mais aussi pour gérer les enseignants des spécialités abandonnées".